L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 26 JUIN 1880. 53me Année

D'FOUR & LIBERT, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS. SAMEDI, 26 JUIN 1880.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par le shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, un grand nombre de terrains avec bâtisses et améliorations, dans les 1er et 2e districts. Pour plus de détails voir aux annonces.

Par Spear & Escoffier, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, propriétés améliorées de très grande valeur dans le Quatrième District, coin des rues Seconde et St-André rue Seconde; coin des rues St. André et St. George, coin des rues Troisième et St. André; rue St. André, entre celles Seconde et Troisième; coin Troisième et St-André, dans l'Ilet borné par la rue Quatrième; rue Washington, entre celles Johnson et Galvez; et coin Washington et Galvez; rue Washington, entre celles St. Patrick et St. Denis.

Par C. E. Girardey, à la Bourse d'Encan St-Charles, rue St. Charles, emplacement de valeur, à l'angle des rues Chippewa et Troisième; aussi cens terrains à Carrollton, 7e district.

Par Henry & O'Connor, à la Bourse d'Encan St-Charles, rue St. Charles, cottage dans le 6e district, au coin des rues Camp et General Taylor.

Par O. Valetou, sur la Levée, en face la rue Girod, foin.

Effet des nominations de Cincinnati.

On connait déjà l'effet produit à peu près en tous lieux par les nominations de la Convention de Cincinnati. Cet effet est excellent, et l'impression générale dominante est que le ticket démocrate pour les élections présidentielles l'emportera sur le ticket républicain par une majorité écrasante. La presse démocratique à l'unanimité se prononce sans réticence en faveur des choix conventionnels et se répand en éloges sur le caractère et le mérite du général Hancock dont elle trouve que les antécédents n'offrent aucune prise à la critique. Hancock est réellement un homme pur, comme ceux que les deux partis whig et démocrate recherchaient autrefois pour en faire les représentants de leurs principes et de leurs doctrines, et sans avoir été mis à l'épreuve dans aucune circonstance en connexion avec l'administration des Etats-Unis, il a su mettre tant de tact et de mesure dans son gouvernement en Louisiane qu'on ne doute pas plus de sa capacité que de son amour pour la justice et de son dévouement aux libertés publiques et aux institutions du pays.

Sur ce point, nous n'avons rien à ajouter à ce que nous avons dit dans notre article d'hier et nous sommes heureux de voir que notre impression est à peu près celle de tout le monde, y compris tout ce que le parti républicain possède d'hommes honnêtes et sensés. Il nous revient de divers côtés que ces hommes, depuis longtemps dégoutés d'un parti dont les succès ne pouvaient plus se maintenir que par la fraude, saisiront avec empressement l'occasion de s'en séparer en votant pour un candidat qui leur présente toutes les garanties imaginables à l'égard de l'intégrité de l'Union et de la fidélité au drapeau. Pour eux, Hancock réalise le *sue plus ultra* de leurs vœux et de leurs aspirations. C'est un républicain démocrate, au lieu d'être un républicain radical, et ils ne demandaient rien de plus, n'ayant jamais approuvé ni professé les hétérodoxies outrées et outrageantes des Radicaux.

Un pareil accueil fait aux nominations de la convention de Cincinnati est un pronostic certain de succès, car il n'y a en tout cela rien de guindé, de forcé, de factif ou de mauvais aloi. On ne s'attendait pas dans le Nord à la nomination du Génl. Hancock peu amoureux de renommée et de bruit, et qui n'aurait jamais fait une démarche pour capter la faveur publique ou flatter les intérêts et les prédilections populaires. Le mouvement a donc été tout spontané et par cela même il a une portée immense ; car on y voit poindre le jour où la démocratie nationale reprendra à Washington la place qui lui est due, et dont la guerre seule l'avait privée, et le jour aussi où le parti républicain en sortira pour ne plus y reparaître.

Maintenant, quant au programme démocratique, on ne pouvait en confier l'exécution à un homme plus droit et plus loyal ; nous disons plus, avec Hancock il n'y avait pas besoin de programme, ses bonnes intentions, à en juger par ses précédents, ne pouvant être douteuses pour personne. Le candidat est à lui seul un manifeste et le manifeste écrit était par cela même inutile.

Il n'en est pas moins très sensé et judicieux, portant directement sur les points capitaux de la politique de cette époque. Nous aimons tout ce qu'il y a dans le manifeste, et ceux qui l'ont rédigé ont évité avec soin cette prolixité verbeuse, emphatique et le plus souvent nébuleuse, qui caractérise ordinairement ces sortes d'élucubrations. La plateforme, pour nous servir d'une expression consacrée, la plateforme de la Convention de Cincinnati brille au contraire par son laconisme et c'est justement ce qui nous la fait prendre en si haute estime. Elle est courte, et néanmoins elle contient tout ce qu'il fallait y mettre, tout ce qu'il était important de dire.

Nous aimons particulièrement le paragraphe très bon, très noble et très délicat qui concerne M. Tilden. Ce paragraphe lui rend tout l'hommage et l'honneur qui lui étaient dus. Nous avouons franchement qu'il ne fallait rien moins que la candidature de l'homme que nous avons osé comparer au général Lee, pour nous consoler de la perte de Tilden. Tilden s'était illustré par son gouvernement de New-York; il s'était illustré par les grands services qu'il avait rendus à cet Etat véritablement empire; il s'était illustré pour avoir fait ce que sept ou huit gouverneurs distingués n'avaient pu faire et pas même osé entreprendre; il s'était illustré aussi par les services qu'il avait rendus au parti démocrate dans son Etat et par les services qu'il avait rendus au parti démocrate national dans les élections de 1876 et le premier, depuis vingt ans, il eut triompher des robustes antipathies républicaines en vers un candidat de la démocratie; il s'était illustré encore par son attitude devant la grande fraude qui ravit à la démocratie sa victoire, fraude à laquelle il se soumit avec résignation et noblesse et à laquelle il devait se soumettre, puisque le parti dont il était, après tout, la sauvegarde, s'y soumettait lui-même comme et le jugement de la commission électorale eut été le jugement de Dieu ; il s'était illustré par une abnégation et un silence véritablement sublimes et qui couronnaient d'une manière on ne peut plus digne sa dernière odyssée politique ; on devait donc reconnaître toutes les grandes choses qu'il avait accomplies, et on les a reconnues en lui faisant l'honneur d'un paragraphe spécial, consacré à lui tout seul, et qui, rédigé avec tout le bonheur de la plume exquise dans laquelle est écrite la plateforme. La Convention de Cincinnati a rempli à ce devoir, et le vote par l'unanimité

toute entière sans qu'il soit venu à personne l'idée que ce paragraphe était chose inutile ou que c'était faire trop d'honneur à un homme qui la veille avait retiré son nom de la liste des candidats.

La convention a ainsi réparé, autant que possible, cette grande injustice qui a fait de Tilden la victime de son propre parti. Telle ne fut pas la conduite du parti démocrate à l'époque où l'illustre général Jackson dût, par le vote de la Chambre, céder la présidence à Adams bien qu'il eut eu plus de voix que lui aux élections. On lui préféra Adams, mais le parti démocrate préférait Jackson, et il l'honora de son suffrage aux élections qui eurent lieu quatre ans après, et maintint cette préférence une seconde fois aux élections subséquentes, ce qui fit dire dans le temps que Jackson eut pu être élu trois ou quatre fois de suite, s'il l'eut voulu.

Tilden n'a pas été aussi heureux, on lui a refusé la chance qui fut offerte au général Jackson et le pays sera ainsi privé du savoir, de l'intelligence et de l'habileté d'un homme véritablement supérieur. C'est une perte immense, mais dont nous espérons que le général Hancock nous dédommagera.

Immigration—Depuis que nous avons rendu compte du plan proposé par M. Harris, du Bureau d'agriculture de la Louisiane, pour attirer en ce pays les émigrants du Kansas et d'autres Etats, nous recevons, par lettres, des offres nombreuses de terres situées dans des cantons dont la fertilité est bien connue. Mais ces offres ne ressemblent pas du tout à ce qui était demandé aux grands planteurs pour le succès du plan. On nous parle de biens à vendre quand au contraire il faudrait offrir des terres pour rien, dont une partie seulement serait payée plus tard.

Il n'y a pas un immigrant sur cent qui soit en état, à son arrivée ici, d'acheter les terres qu'il voudrait cultiver, et sur lesquelles il désirerait s'établir. Si on ne lui offre pas des avantages extraordinaires, il ne viendra certainement pas. Si on n'a rien à lui donner, il faudrait au moins qu'il eût l'assurance de trouver en arrivant du travail avec un salaire soutenu. En économisant le plus possible sur ce salaire, il pourrait bientôt se mettre en état de faire une petite acquisition, qui bien travaillée et bien exploitée le mettrait promptement à même d'agrandir son domaine et de devenir planteur à son tour.

Tout bien considéré, nous croyons que ce moyen est encore celui qui vaut le mieux. Il n'exige aucun déboursé de la part de l'immigrant, et il n'exige du maître que la représentation en argent du travail qu'on fait pour lui.

Nous invitons, du reste, nos correspondants, à adresser leurs lettres à M. Harris, commissaire du Bureau d'agriculture et d'immigration, qui s'empressera de leur répondre. M. Harris invite même les grands propriétaires à prendre l'initiative et à lui envoyer tous renseignements pouvant servir au but proposé. Les informations seront inscrites dans les régistres du Bureau et il n'en coutera pas un cent à personne, excepté les frais de poste.

—On nous écrit de Houma à la date du 24, que le constable Cune est mort la veille des suites de sa blessure, et que le meurtrier n'a pas encore été arrêté. La population de l'endroit est indignée, car cet homicide a été commis de sang-froid et volontairement.

H. Billard, (ancienne librairie Hébert) coin Chartres et Bienville, annonce ce qu'il a reçu les numéros de *l'Illustration* et du *Monde Illustré* du 12 juin.

Le comble de l'aisance : — La chaussure de l'Etoile Rouge.

Billets engagents—M. Wescoat, agent de l'Express du Sud, certifie qu'ayant eu en collection pour le compte de Fred. Jussow et de D. M. Edsall, de New York, d'Edward Riley, de Brooklyn et de Stephan Krieger, de la même ville, la moitié du billet No 42.890 qui avait gagné le premier gros lot de $100.000 pour le premier et pour le compte des autres en société le billet No 5.971 qui a gagné le second gros lot de $50.000, le montant lui en a été payé par la Compagnie par le chèque tiré sur la Banque Nationale de la Louisiane. M. P. E. Belle, rue Conti, entre Broad et Dolhonde, de la Nlle Orléans, donne le même certificat pour un dixième de billet à lui appartenant qui a gagné le troisième gros lot de $50.000 et qui a été payé sans délai. Un certificat signé par M. E. Lucas, commis à la Banque Nationale de la Nlle-Orléans, atteste le même fait pour le billet 28.226 qui a gagné un autre dixième du même numéro gros lot de $50.000. Le dit numéro gros lot a échu également à P. C. Victory, de New York, qui en avait un dixième. M. J. Houck, de Vermillion ville, atteste de son côté que la Compagnie de Loterie de la Louisiane lui a payé sur présentation le billet 28.846, qui a gagné le quatrième gros gros lot de $10.000 dont il avait un cinquième. Enfin, M. T. M. Wescoat certifie qu'ayant eu en collection un cinquième du billet qui a gagné le quatrième gros lot de $10.000 au tirage du 15 juin de la Loterie de la Louisiane, pour le compte de Joseph McGillick, de New York, et le billet entier qui a gagné le dixième gros lot de $5000 pour le compte d'Archibald C. Palmer, de New York, ces deux billets ont été payés comme les autres par la compagnie en chèque tiré sur la Banque Nationale de la Louisiane, et provenant du tirage du 15 juin de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.

La Société de Bienfaisance des Commis devant donner un Grand Festival, le Dimanche 4 Juillet, fait annoncer que les privilèges de bars et de restaurant seront vendus à l'encan aux Fair Grounds Dimanche le 27 juin, à midi. Cette fête des commis attire une affluence énorme de gens qui ne peuvent s'amuser sans manger et boire ; et c'est toujours une bonne journée pour un restaurateur. En conséquence, avis à qui de droit !!

West End.—La grande représentation offerte au professeur Marin, le magicien admiré du monde entier, a été remise à mardi, 29 du courant, à cause du mauvais temps. Nous rappelons aux personnes qu'il y a tous les soirs des concerts au jardin de West End, de cinq heures à 10 heures du soir et que ces concerts sont exécutés par vingt-cinq des meilleurs artistes du pays. Eclat rage par la lumière électrique.

Potash.—C'est un fait admis que la fièvre jaune et les fièvres intermittentes et rémittentes qui l'accompagnent sont le résultat d'un sang empoisonné par la respiration d'un air infect. Il n'y a pas de remède connu qui purifiera le sang si promptement que la préparation de Warner "Safe Kidney and Livar Cure" qu'on prend en connexion avec les "Warner's Safe Pills."

La Cinche-quinine guérit le frisson et la fièvre

Si vous voulez un ameublement de chambre à coucher, élégant et fin, en bois de rose ou d'acajou, ou une table commune de cuisine, si vous voulez un pliant, vous trouverez tout cela également à bas prix à l'enseigne du Golden Eagle,

Au coin des rues Remparts et Perdio

Les pantoufles Louis XV à l'Etoile Rouge.

—Un mariage sous roche, dit le *Gaulois*. Il s'agit d'une cantatrice brune et belle, qu'on a vue à l'Opéra-Comique, sur les théâtres d'Italie et également dans l'avenue de l'Impératrice.

La cantatrice brune et belle qui se marie est Mlle Gabrielle Moïsset. Le mari est un des représentants les plus connus de la bourgeoisie parisienne, fils de grand négociant, grand manufacturier lui-même.....et veuf par surcroit.

Les apports des deux futurs conjoints sont assez ronds. La dot du mari ne sera pas de moins de huit cent mille francs. Il met en outre à une fortune d'environ un million, en y comprenant le grand et le petit hôtel qu'elle achève en ce moment dans l'avenue du Bois de Boulogne.

Mlle Moïsset a mis comme condition sine qua non au don de sa main la promesse formelle de ne pas entraver sa carrière artistique.

Il ne serait donc pas surprenant que la nouvelle fiancée reparût bientôt sur une scène parisienne ; son engagement à l'Opéra a été considéré, il y a quelque temps, comme à peu près certain.

Vos enfants souffrent-ils de scrofules solides, à la compagne. L'Etoile Rouge.

M. Philip Werlein, 135 Canal, vendra à la Bourse des Commissionnaires, ce jourd'hui, pour le compte qui il a un magnifique assortiment de pianos droits et à queue, aussi l'attention est appelée sur les célèbres instruments Mathushek et Hale qu'il offre. Ces instruments sont bien connus à la Nouvelle-Orléans. M. Werlein invite les personnes désirant faire de pianos à visiter aujourd'hui son magasin.

Le comble de l'aisance : — Les pantoufles de l'Etoile Rouge.

CHAMBRE DES DEPUTES.

(*Séance du 8 juin.*)

LA DISTRIBUTION DES DRAPEAUX.

M. le ministre de la guerre dit que le gouvernement a décidé que la distribution des drapeaux serait faite aux troupes le 14 juillet. (Très bien ! très bien !) Le ministre dépose un projet de loi tendant à ce qu'il soit autorisé à donner un certain nombre de décorations à cette occasion.

UNE INTERPELLATION DE LA DROITE

L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Blachère sur la politique intérieure du gouvernement concernant les révocations.

M. Blachère croit que le moment est venu d'interroger le gouvernement sur une politique qui jette la trouble et l'inquiétude dans le pays. [Bruit à gauche.] Il a spfit de quelques mots, en effet, pour passer de la république modérée à la république sectaire. [Nouveau bruit.]—[Très bien ! à droite]. Les révocations systématiques, connues sous le nom d'épuration, sont un des caractères de cette politique. Jamais gouvernement n'avait pratiqué avec cette ardeur passionnée l'exécution des serviteurs de l'Etat, sans respecter les droits acquis, sans tenir compte des services rendus au pays.....

Une pareille politique ne peut manquer d'appeler une réaction; déjà le peuple se révolte contre cette omnipotence de l'Etat, dans laquelle s'absorbent ses libertés les plus chères; il sait que la République est le gouvernement de quelques-uns, et non le gouvernement de tous. [Bruit.]

M. le président dit qu'il y a dans l'exercice du droit d'interpellation une limite qui a été franchie depuis longtemps. [Très bien ! très bien ! à gauche.]

M. Blachère demande quel est l'article du réglement qui trace les limites du droit d'interpellation. [Très bien ! à droite.]

M. le président répond qu'il s'est borné à indiquer que le droit d'interpellation, surtout par discours écrit, avait des limites.

M. Blachère ajoute que sous l'empire on n'a jamais songé à limiter le droit d'interpellation.

Un membre à gauche dit que les orateurs qui interpellaient alors ne lisaient pas leurs discours.

M. Blachère, continuant son discours, examine quel sera sur l'esprit de la jeunesse le résultat de l'éducation qu'on lui prépare. Ce sera un mouvement de révolte et d'indignation qui se manifeste déjà par de nombreux symptômes.

Il faut, comme le disait déjà Lamartine en 1848, que la France cesse d'être la France ou que les républicains cessent de la gouverner.

L'orateur ajoute que la France ne cessera pas d'être la France. [Très bien à droite.—Aux voix.]

Vous avez déclaré la guerre à la France catholique, à la charité, à la bienfaisance, à toutes les idées, à toutes les traditions de notre pays, à la générosité, à la loyauté, à la liberté, au point que nous ne pourrons bientôt plus enterrer nos morts comme il nous conviendra; vous nous gênez comme citoyens, comme Français, comme pères de familles ; je vois approcher où la France, à qui vous avez déclaré la guerre, reprendra possession d'elle-même !"

Sur ce beau mouvement d'éloquence, M. Blachère descend de la tribune. Il s'attendait à une réponse du gouvernement. Mais aucun ministre ne daigne relever ces attaques violentes et ne portant sur aucun point déterminé.

Le président, en cet état, propose de voter l'ordre du jour pur et simple. Mais la droite, honteuse de voir le débat se clore ainsi, députe à la tribune un autre des siens, M. le prince de Léon, dans l'espoir qu'il sera plus heureux comme orateur.]

M. le prince de Léon, député légitimiste du Morbihan, est venu protester contre l'épuration des padres de l'armée territoriale.

Après avoir rappelé l'incident Garay-on-Latour et l'incident du général Gresley, l'orateur dit que le nouveau ministre de la Guerre, le général Farre, résolut de faire ce que le général Gresley n'avait pas voulu faire.

"45 colonels, 61 chefs de bataillon, 14 chefs d'escadron, en tout 123 officiers supérieurs ont été mis à la suite ou rayés des cadres. Pourquoi ces officiers ont-ils été chassés de l'armée? Etaient-ils donc indignes? Une commission d'enquête s'était-elle prononcée contre eux ? Avaient-ils commis des fautes contre la discipline ? Non, on n'avait rien à leur reprocher; ils ont été frappés pour cause politique, M. le ministre l'a avoué au Sénat.

M. le général Farre avec une grande énergie, interrompt l'orateur et dit de son banc : " Je ne l'ai pas avoué, je l'ai déclaré. Ces mots produisent une sensation marquée dans la Chambre.

M. le prince de Léon reprend son argumentation et dit que l'unique tort de ces officiers était de n'être pas républicains, de croire à la religion. Tous ils avaient servi pendant la Défense nationale et avaient exposé leur vie. Et ils l'avaient, se servant des publications faites par les familles cléricales, se met à lire à la tribune les états de services d'un certain nombre d'officiers de l'armée territoriale mis à la suite. Puis, parlant de la manière dont ces officiers ont été avertis de la mesure qui les atteignait, M. le prince de Léon soulève un vif incident dont voici le compte-rendu :

M. le prince de Léon.—Un de vos préfets, le préfet du Morbihan, disait, il y a quelque temps, aux officiers d'un régiment de hussards, qu'ils avaient porté la livrée. Eh bien, quand on compare des officiers à des laquais, on leur donne leurs huit jours argent de ses congédier.

M. Constans ministre de l'intérieur.—Le préfet du Morbihan n'a jamais dit cela.

M. le prince de Léon.—Eh bien, je vais vous lire les paroles du préfet.

M. Clémenceau.—Dans quel journal lisez vous ces paroles.

M. le prince de Léon.—Dans le journal le *Morbihan* (Exclamations et rires à gauche.) Mais, comme le fait n'a pas été démenti, comme le journal n'a reçu aucun communiqué, on peut tenir ces paroles pour exactes. (Très bien ! très bien ! à droite.—Dénégations à gauche.)

Voici les paroles du préfet : " Messieurs, je suis enchanté de faire votre connaissance. Je ne vous parlerai pas de vos devoirs militaires, je n'ai pas qualité pour cela; mais je vous rappellerai que vous êtes les soldats de la République; naguère vous portiez la livrée d'un prince; maintenant vous avez l'uniforme de la liberté."

M. le ministre de l'intérieur.—Je répète que tout cela est inexact. (Bruit à droite.)

M. Tirard, ministre du Commerce.—En quoi ! vous ne voulez même pas permettre au ministre de répondre à une affirmation qu'on apporte à la tribune ! (Très bien ! très bien ! à gauche.—Bruit à droite.)

M. le président.—M. le ministre de l'intérieur, qui est le chef hiérarchique du préfet du Morbihan, a fait remarquer à M. le prince de Léon que le fait qu'il alléguait est démenti. Lorsqu'un fait est apporté à la tribune, tout le monde est intéressé à ce qu'il reçoive immédiatement sa confirmation ou sa contradiction. (Très bien ! très bien !)

M. le prince de Léon.—Eh bien, je prie M. le ministre de la Guerre de vouloir bien monter à la tribune et de nous affirmer qu'il n'a pas écrit au préfet une lettre de blâme et que, le lundi de Pâques, le colonel du 6e hussards n'a pas réuni ses officiers pour leur faire part du blâme adressé au préfet par le ministre. (Applaudissements à droite.)

M. Constans, ministre de l'intérieur.—Le préfet du Morbihan, sur la demande d'explications qui lui a été adressée par le ministre de la Guerre, a affirmé qu'il n'avait jamais tenu ces paroles.

M. le ministre de la Guerre.—C'est positif.

M. Constans, ministre de l'intérieur. —J'ai mandé à Paris M. le préfet du Morbihan, et il m'a répété la même affirmation. Il n'y a donc eu aucun blâme, et je sais à quoi faut M. le prince de Léon faisait allusion lorsqu'il parle d'une réunion d'officiers qui n'eut jamais lieu. (Applaudissements à gauche.)

M. le prince de Léon.—Je suis très heureux de prendre acte de ces paroles, qui rassureront les populations du Morbihan. (Rires ironiques à gauche.)

C'est incident clos, M. le prince de Léon reprenant son argumentation, s'exprima ainsi :

Il est un fait indiscutable, c'est que, par les décrets du 2 février, le ministre de la Guerre a porté atteinte à des intérêts privés et compromis l'intérêt de l'Etat."

M. le général Farre, ministre de la Guerre, en présence d'attaques aussi vives, monte à la tribune ; en quelques mots il fait justice des accusations dont il a été l'objet; chacune des phrases qu'il prononce est accueillie par les applaudissements répétés de la gauche. Voici la brève déclaration qu'il fait :

M. le prince de Léon m'accuse de désorganiser l'armée territoriale. Je commence par répondre à ce reproche qui est grave. Je serais que bien loin d'avoir méfait ce reproche j'ai mérité plutôt des encouragements et des applaudissements. (Applaudissements répétés à gauche et au centre.) Parce que ce qui jette surtout la désorganisation dans l'armée, c'est d'y introduire la politique. (Applaudissements à gauche.—Bruit à droite.) Et rien ne me paraît plus dangereux que de voir un colonel, un officier supérieur, au sortir d'un banquet ou d'une réunion dans laquelle il a attaqué violemment le gouvernement dans son principe même, se présenter à la tête des troupes qui doivent défendre la république. (Applaudissements prolongés à gauche et au centre.)

C'est surtout au point de vue militaire que je me refuserai toujours à supporter cette situation. (Applaudissements.)

M. le prince de Léon a apporté ici les états de services d'officiers révoqués. Je n'avais point pensé à cela, et je ne le regrette pas, parce qu'il m'aurait fallu apporter un même temps des états de proscripteurs généraux qui ne doivent point trouver place à la tribune.

Sur ces derniers mots le général Farre regagne le banc du gouvernement, accompagné par les applaudissements de la majorité.

Un membre bonapartiste, M. Le Provost de Launay, soulève un autre incident.

M. le provost de Launay fils demande s'il est vrai que, dans la dernière promotion, il y ait des officiers qui ne remplissent pas les conditions prescrites par la loi de 1838.

M. le Ministre de la guerre répond négativement. (Applaudissement.—La clôture.)

M. le baron Reille, parlant pour un fait personnel, au nom de ses collègues de l'armée territoriale révoqués et au nom, demande au ministre d'apporter les notes d'inspection générale. En ce qui concerne le fond même du débat, le conseil d'Etat est saisi de la question : quant à la forme, on a dit au Sénat que ces officiers avaient été renvoyés comme incapables. Or, pendant la guerre de 1870, ces officiers ont fait leur devoir comme le plus simple soldat. Ils ont bravement fait le sacrifice de leur vie. Et ils l'auraient, se servant des publications faites par les familles cléricales, se met à lire à la tribune les états de services d'un certain nombre d'officiers de l'armée territoriale mis à la suite. Puis, parlant de la manière dont ces officiers ont été avertis de la mesure qui les atteignait, M. le prince de Léon soulève un vif incident dont voici le compte-rendu :

M. le prince de Léon.—Un de vos préfets, le préfet du Morbihan, disait, il y a quelque temps, aux officiers d'un régiment de hussards, qu'ils avaient porté la livrée. Eh bien, quand on compare des officiers à des laquais, on leur donne leurs huit jours argent de ses congédier.

M. Constans ministre de l'intérieur.—Le préfet du Morbihan n'a jamais dit cela.

M. le prince de Léon.—Eh bien, je vais vous lire les paroles du préfet.

M. Clémenceau.—Dans quel journal lisez vous ces paroles.

M. le prince de Léon.—Dans le journal le *Morbihan* (Exclamations et rires à gauche.) Mais, comme le fait n'a pas été démenti, comme le journal n'a reçu aucun communiqué, on peut tenir ces paroles pour exactes. (Très bien ! très bien ! à droite.—Dénégations à gauche.)

Voici les paroles du préfet : " Messieurs, je suis enchanté de faire votre connaissance. Je ne vous parlerai pas de vos devoirs militaires, je n'ai pas qualité pour cela; mais je vous rappellerai que vous êtes les soldats de la République; naguère vous portiez la livrée d'un prince; maintenant vous avez l'uniforme de la liberté."

M. le ministre de l'intérieur.—Je répète que tout cela est inexact. (Bruit à droite.)

M. Tirard, ministre du Commerce.—En quoi ! vous ne voulez même pas permettre au ministre de répondre à une affirmation qu'on apporte à la tribune ! (Très bien ! très bien ! à gauche.—Bruit à droite.)

M. le président.—M. le ministre de l'intérieur, qui est le chef hiérarchique du préfet du Morbihan, a fait remarquer à M. le prince de Léon que le fait qu'il alléguait est démenti. Lorsqu'un fait est apporté à la tribune, tout le monde est intéressé à ce qu'il reçoive immédiatement sa confirmation ou sa contradiction. (Très bien ! très bien !)

M. le prince de Léon.—Eh bien, je prie M. le ministre de la Guerre de vouloir bien monter à la tribune et de nous affirmer qu'il n'a pas écrit au préfet une lettre de blâme et que, le lundi de Pâques, le colonel du 6e hussards n'a pas réuni ses officiers pour leur faire part du blâme adressé au préfet par le ministre. (Applaudissements à droite.)

M. Constans, ministre de l'intérieur.—Le préfet du Morbihan, sur la demande d'explications qui lui a été adressée par le ministre de la Guerre, a affirmé qu'il n'avait jamais tenu ces paroles.

M. le ministre de la Guerre.—C'est positif.

M. Constans, ministre de l'intérieur. —J'ai mandé à Paris M. le préfet du Morbihan, et il m'a répété la même affirmation. Il n'y a donc eu aucun blâme, et je sais à quoi faut M. le prince de Léon faisait allusion lorsqu'il parle d'une réunion d'officiers qui n'eut jamais lieu. (Applaudissements à gauche.)

M. le prince de Léon.—Je suis très heureux de prendre acte de ces paroles, qui rassureront les populations du Morbihan. (Rires ironiques à gauche.)

C'est incident clos, M. le prince de Léon reprenant son argumentation, s'exprima ainsi :

Il est un fait indiscutable, c'est que, par les décrets du 2 février, le ministre de la Guerre a porté atteinte à des intérêts privés et compromis l'intérêt de l'Etat."

M. le général Farre, ministre de la Guerre, en présence d'attaques aussi vives, monte à la tribune ; en quelques

AVIS.

Nouvelle-Orléans, 25 juin 1880.

Le soussigné certifie qu'il avait en collection, pour le compte de F. C. Victory, 206 8th Ave., New York, la moitié du billet No 42,890, gros lot de cent mille piastres, tirage 1580, le dit billet ayant coûté la somme de cinq piastres au bureau de M. A. Dauphin, 319 Broadway, New York, et que le montant lui en a été promptement payé en un chèque sur la Louisiana National Bank, par présentation du billet aux bureaux de la compagnie.

Nom : T. M. WESCOAT, Agent.
Résidence : Compagnie d'Express du Sud.
26juin—2t PP Nouvelle-Orléans, La.

AVIS.

Nouvelle-Orléans, 25 juin 1880.

Le soussigné certifie qu'il avait en collection pour le compte de D. M. Edsall, New York, Edward Riley, 56 Fogor avenue, Brooklyn, New-York, Stephan Krieger, 56 et 97 Clinton avenue, Brooklyn, New-York, un dixième du numéro du billet No 5,971, tirage à numéros simples, Classe "F," de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le second gros lot de Cinquante mille piastres, mardi, 15 juin 1880, le dit billet ayant coûté la somme de une piastre au bureau de M. A. Dauphin, 319 Broadway, New-York, et que le montant lui en a été promptement payé en un chèque sur la Louisiana National Bank, sur présentation du billet aux bureaux de la compagnie.

Nom : T. M. WESCOAT, Agent.
Résidence : Compagnie d'Express du Sud.
26juin—2t PP Nouvelle-Orléans, La.

AVIS.

Nouvelle-Orléans, 16 juin 1880.

Le soussigné certifie qu'il était porteur de un dixième du billet No 28,554, tirage à numéros simples, classe "F," de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le troisième gros lot de Vingt mille piastres, mardi, 15 juin 1880, le dit billet ayant coûté la somme de une piastre au bureau de F. E. Bechtel, No 222 rue Peydras, Nouvelle-Orléans, Louisiane, et que le montant lui en a été promptement payé par un ne chèque sur la Louisiana National Bank, sur présentation du billet aux bureaux de la compagnie.

Nom : P. E. BELLE.
Résidence : Rue Conti, entre Broad et Dolhonde, Nouvelle-Orléans.
26 juin—2t PP

AVIS.

Nlle-Orléans, 21 juin 1880.

Le soussigné certifie qu'il avait en collection pour le compte de la Chatham National Bank of New York, au dixième du billet No 28,226, tirage à numéros simples, classe "F" de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le troisième gros lot de vingt mille piastres, mardi, 15 juin 1880. Le dit billet ayant coûté la somme de une piastre au bureau de M. A. Dauphin, 319 Broadway, New York, et que le montant lui en a été promptement payé en un chèque sur la Louisiana National Bank, sur présentation du billet aux bureaux de la compagnie.

Nom : E. B. LHOSTE.
Résidence : Comptoir de change et de la Louisiane National Bank de la Nouvelle-Orléans.
26juin—2t PP

AVIS.

Nouvelle Orléans 24 juin 1880.

Le soussigné certifie qu'il avait en collection, pour le compte de F. C. Victory, 206 8th Ave., Brooklyn, New-York, un dixième du billet No 28,226, tirage à numéros simples, classe "F" de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le troisième gros lot de vingt mille piastres, mardi, 15 juin 1880. Le dit billet ayant coûté la somme de une piastre au bureau de M. A. Dauphin, 319 Broadway, New York, et que le montant lui en a été promptement payé en un chèque sur la Louisiana National Bank, par présentation du billet au bureau de la compagnie.

Nom : T. M. WESCOAT, Agent de la Compagnie d'Express du Sud.
Résidence : Nouvelle-Orléans, La.
26juin—2t PP

AVIS.

Nouvelle-Orléans, 18 juin 1880.

Le soussigné certifie qu'il était porteur de un cinquième du billet No 966, tirage à numéros simples, "Classe F," de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le quatrième gros lot de dix mille piastres, mardi, 15 juin 1880, le dit billet ayant coûté la somme de deux piastres au bureau de M. A. Dauphin, Nlle-Orléans, La., et que le montant lui en a été promptement payé en un chèque sur la Louisiana National Bank, sur présentation du billet aux bureaux de la compagnie.

Nom : J. PLONSKY.
Résidence : Vermillion ville, Lou.
26 juin—2t PP

AVIS.

Nouvelle-Orléans, 21 juin 1880.

Le soussigné certifie qu'il avait en collection pour le compte de Joseph McGillick, 471 3rd Avenue, New York, un cinquième du billet No 28,846, tirage à numéros simples, Classe "F" de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le quatrième gros lot de dix mille piastres, le mardi, 15 juin 1880, le dit billet ayant coûté la somme de deux piastres au bureau de M. A. Dauphin, 319 Broadway, New York, et que le montant lui en a été promptement payé en un chèque sur la Louisiana National Bank, sur présentation du billet aux bureaux de la compagnie.

Nom : T. M. WESCOAT, Agent.
Résidence : Compagnie d'Express du Sud.
26juin—2t PP Nouvelle-Orléans, La.

AVIS.

Nlle-Orléans, 21 juin 1880.

Le soussigné certifie qu'il avait en collection pour le compte de Archibald C. Palmer, Avery, N. Y., par l'entremise de C. H. Wibbard, New-York, le billet entier No 9069, tirage à numéros simple, Classe "F," de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le cinquième Gros Lot de Cinq Mille Piastres le mardi 15 juin 1880, le dit billet ayant coûté la somme de une piastre au bureau de M. A. Dauphin 319 Broadway, New-York, et que le montant lui en a été promptement payé en un chèque sur la Louisiana National Bank, sur présentation du billet aux bureaux de la Compagnie.

T. M. WESTCOAT, agent.
Résidence : Compagnie d'Express du Sud.
26juin—2tPP Nlle-Orléans, La.

LIBRAIRIE FRANÇAISE.

H. BILLARD,

Successeur de HEBERT & CIE.,

59 Rue de Chartres,

COIN BIENVILLE.

NOUVEAUTÉS LITTÉRAIRES reçues par les derniers arrivages :

Mémoires du Prince de Metternich..... 7 00
Mémoires de Mme de Rémusat..... 9 00
2 vol in 8°
Lindau—Faloo Feodor..... 1 25
Eugène Fairfax—Livery Company..... 1 25
Belagobey—L'Héritage de Jean Pesrenard 1 25
Houssaye—La Comtesse de Moret..... 1 25
Belabarre—Un Rêve au Pôle..... 1 25
Delpit A.—Le Martyre d'Odette..... 1 00
Lacroix—Monsignore..... 1 25
Blackburn—Un Calvaire..... 1 00
A. Daudet—La Question du Divorce..... 1 00
Le Père Didon, de l'Ordre de St-Dominique
Les Allemands et Divorce..... 1 40
Massarie—Un Rival d'Empire en Mexique..... 1 40

PAPIERS PEINTS.

Livres Classiques Français et Américains.

ARTICLES POUR BUREAUX.

Abonnements à la lecture, PRIX REDUITS !!!

Gaz.

GRAND BAZAR

D'HABITS et de LINGE FAIT

—DE—

GODCHAUX,

81 & 83 RUE DU CANAL.

NOUS OUVRIRONS

MARDI, 18 MAI 1880,

le plus grand assortiment d'habits en séparés de coté et gilets gaits, de notre propre fabrique, et le meilleur marché qui ait jamais été offert en cette ville, pour hommes, jeunes gens, petits garçons et enfants.

Le Département de Linge fait de notre immense établissement est rempli d'articles de première classe parmi lesquels on remarque :

CHEMISES.

Le monde sans pareil dans le vente de ces chemises qui vaut à juste titre une grande réputation de leur valeur supérieure, comparée à celle des autres fabriques.

LINGE DE DESSOUS

—ET—

BONNETERIE.

Nous avons tous les meilleurs genres de nos célèbres fabriques et spécialités, ainsi que plusieurs nouveaux articles, et des prix

MISSISSIPPI

MILITARY INSTITUTE,

PASS CHRISTIAN.

La session d'été commencera le 1er juillet 1880. Pour renseignements, s'adresser à

R. R. MURPHY, Président.
29 juin-6t-14j

Hôtels, Sources, etc.

BEERSHEBA SPRINGS

Au sommet des Monts Cumberland.

GRUNDY COUNTY, TENN.

A 2,250 pieds au-dessus du niveau de la mer.

Général CHAS. E. SMEDES, ancienne de la Nlle-Orléans, Directeur-propriétaire.

Col. MATT F. ORMSBY, Washington Co., Miss.

Dr A. R. GOURRIER, de la N.-Orléans, médecin-résident, Beersh. Springs, Tenn.

Du 1er JUIN au 1er OCT., de la M.-O.—à ce référer.

Conditions : Par jour